

INFORMACION DE GUATEMALA

[Informations du Guatemala]



5° année / N° 247

du 19 au 25 novembre 1987

POLITIQUE

Les contradictions dans l'armée s'intensifient
Les escadrons de la mort sont de retour
Menaces de mort contre des syndicalistes
La SIP dénonce le Guatemala
Un nouvel attaché militaire guatémaltèque en Equateur
Protestations du GAM contre la nomination de militaires
L'armée confirme la capture d'un ex-syndicaliste
Le gouvernement demande une augmentation de l'aide militaire des Etats-Unis

INSURRECTION

Des guérilleros occupent un village
Les insurgés occupent une voie routière

MOUVEMENT POPULAIRE

Les travailleurs de la Croix rouge continuent la grève
Suspension de la grève de l'IGSS
Des travailleurs des douanes en grève de la faim

DROITS DE L'HOMME

Un universitaire et un agronome sont assassinés
Assassinats de chefs d'entreprise
Découverte des cadavres de cinq paysans

4° P. 123-15

POLITIQUE

LES CONTRADICTIONS DANS L'ARMEE S'INTENSIFIENT

"Les victoires de l'URNG ont rendu plus intenses les contradictions au sein de l'armée et dans les relations entre le haut commandement militaire et le secteur de l'oligarchie", affirme un communiqué de la plus haute instance révolutionnaire guatémaltèque, qui annonce également avoir causé un total de 217 pertes aux forces gouvernementales. Selon Voz popular, radio officielle de l'URNG, ces pertes ont été occasionnées à l'armée en diverses actions entre le 13 octobre et le 13 novembre en différents endroits du pays, principalement dans le département d'El Quiché où l'armée a perdu 154 hommes, où trois hélicoptères ont été touchés et huit fusils Galil récupérés par les insurgés. Au cours d'autres actions, dans le Peten, l'URNG a occasionné 40 pertes à l'armée, a détruit deux véhicules blindés et touché un avion Pilatus.

De la même manière, dans le département de San Marcos, les insurgés ont réalisé deux attaques contre des postes de l'armée occasionnant 23 autres pertes.

"La nécessité pour le haut commandement militaire d'offrir une victoire importante pour justifier ses demandes d'augmentation de crédits militaires et calmer les tensions et le mécontentement dans les rangs officiels" et la raison qui a conduit le général Hector Gramajo, ministre de la Défense, à lancer l'"offensive de fin d'année" contre les fronts de l'URNG, explique la radio insurgée.

LES ESCADRONS DE LA MORT SONT DE RETOUR

Le député Oliverio Garcia Rodas, membre de la commission des Droits de l'Homme du Congrès de la République, a déclaré publiquement que "les escadrons de la mort continuent à opérer au Guatemala et qu'ils sont responsables de l'augmentation de la violence dans diverses régions du pays".

Le 16 novembre, commentant la dénonciation du député Garcia Rodas, le journal du matin El Grafico déclarait que le rapport "est dur, alors que l'on continue à donner au monde l'impression qu'il n'y a plus de violations des droits de l'Homme dans notre pays". Il s'agit d'une allusion claire à l'image que cherche à donner le gouvernement démocrate-chrétien au niveau international.

Depuis le début de l'année, affirme El Grafico, "ont eu lieu 186 assassinats extra-judiciaires". Le quotidien réaffirme l'obligation pour les autorités gouvernementales de garantir la paix sociale et les droits de l'Homme.

MENACES DE MORT CONTRE DES SYNDICALISTES

Le 23 novembre, Ramon Jacome Pinto, secrétaire général du syndicat des travailleurs de l'Institut guatémaltèque de sécurité sociale, a déclaré avoir reçu des menaces de mort de l'"armée secrète anticommuniste" ainsi que d'une organisation qui se fait appeler "les messagers du peuple". Ces menaces de mort contre lui et sa famille seraient réalisées s'il n'abandonne pas le mouvement syndical.

De la même manière, l'Union syndicale des travailleurs (UNSI TRAGUA) a dénoncé des actes de "surveillance et de persécution" dont sont l'objet de la part d'inconnus les leaders syndicaux des entreprises Petrosteel et Pierre Bonin, Juan Ayala et Rafael Curup.

Face à cette situation, "UNSI TRAGUA rend responsables les propriétaires des entreprises des attentats qui pourraient mettre en danger la vie de Ayala et de Curup, ainsi que des préjudices psychiques et moraux que souffriraient les membres de leurs familles".

LA SIP DENONCE LE GUATEMALA

La Société interaméricaine de presse (SIP) a dénoncé le Guatemala pour sa violation de la liberté d'expression au cours d'une réunion réalisée à Santiago du Chili, ont fait savoir, le 23 novembre des organes d'information. Selon la nouvelle, la SIP, abordant le cas du Guatemala, a souligné le climat généralisé d'insécurité dont souffre le pays et qui affecte directement les journalistes dont deux ont été assassinés récemment. La SIP a demandé le rétablissement immédiat des libertés d'expression et de presse, indispensables à l'instauration de la démocratie dans ce pays.

UN NOUVEL ATTACHE MILITAIRE GUATEMALTEQUE EN EQUATEUR

Le général Pablo Nuila Hub a accepté, le 24 novembre, la décision gouvernementale de l'envoyer comme attaché militaire en Equateur, où il se rendra prochainement. Nuila Hub a décidé de se soumettre à la décision du gouvernement démocrate-chrétien après que le haut commandement militaire ait décidé de lui retirer sa charge au centre d'études militaires.

Selon des versions qui ont circulées récemment, le départ des généraux Mejia Victores et Nuila Hub est lié à leur probable participation à des projets de complot contre le gouvernement du président Vinicio Cerezo.

PROTESTATIONS DU GAM CONTRE LA NOMINATION DE MILITAIRES

La décision du gouvernement démocrate-chrétien de nommer le général Oscar Mejia Victores, chef de l'Etat entre 83 et 86, ambassadeur au Pérou, et son principal assistant, le général Pablo Nuila Hub, attaché militaire en Equateur a relancé, le 18 novembre, les protestations du Groupe d'appui mutuel (GAM) des familles de disparus.

En réaction à ces nominations, une vingtaine de membres du GAM ont réalisé une série de manifestations dans les rues qui les a conduits devant la résidence officielle du président Vinicio Cerezo.

Par ailleurs, dans un emplacement payé, le GAM signale que le gouvernement "reconnait les mérites de ceux qui ont provoqué une orgie de sang, et assassiné les opposants" comme le général Oscar Mejia Victores et le, non moins responsable, général Pablo Nuila Hub, qui se sont auto-amnistiés et "jouissent aujourd'hui d'honneurs".

L'ARMEE CONFIRME LA CAPTURE D'UN EXSYNDICALISTE

Roberto Letona, porte-parole de l'Armée, a confirmé, le 18 novembre, que l'ex-dirigeant syndical salvadorien German Ventura, qui visitait sa famille au Guatemala, avait été capturé par des unités de l'armée pour avoir voyagé dans des pays socialistes.

Le lieu de détention de Ventura reste inconnu depuis son arrestation le 22 octobre au poste frontière de Ciudad El Carmen, département de San Marcos.

LE GOUVERNEMENT DEMANDE UNE AUGMENTATION DE L'AIDE MILITAIRE DES ETATS-UNIS

Alfonso Cabrera, ministre des Affaires étrangères, a fait savoir, le 17 novembre, qu'il avait demandé une augmentation de l'aide militaire aux Etats-Unis car certains pays centraméricains ont déjà augmenté leurs puissances militaires.

Le Guatemala a pris du retard, a déclaré Cabrera, en indiquant que "cela nous désavantage par rapport aux autres pays de la région, et que le gouvernement a décidé d'améliorer son équipement militaire".

Le ministre guatémaltèque, qui a rencontré récemment à Washington le secrétaire d'Etat George Shultz, a déclaré que, lors de ses conversations avec le fonctionnaire de Ronald Reagan, ils étaient arrivés à la conclusion qu'il y avait un déséquilibre total dans la région centraméricaine.

INSURRECTION

DES GUERRILLEROS OCCUPENT UN VILLAGE

Selon des informations données par les médias le 23 novembre, une collone guérillera a occupé le village d'El Quetzal, dans le département de San Marcos.

Selon la nouvelle, un cinquantaine de membres de l'Organisation du peuple en armes (ORPA) ont réalisé un meeting où ils ont critiqué le gouvernement du président Cerezo pour son manque de respect des droits de l'Homme et pour "l'imposition de charges tributaires".

Les guérilleros ont également critiqué le maire d'El Quetzal, Miguel Angel Rivas Campos, pour le manque de réalisations publiques dans la commune. "Nous ne sommes pas décimés, ont-ils déclaré, comme le prouve notre présence dans différents villages guatémaltèques".

LES INSURGES OCCUPENT UNE VOIE ROUTIERE

Du fait de plusieurs occupations de tronçons routiers par les forces insurgées, des unités militaires ont repris leurs actions de patrouillage et de surveillance dans les départements de Sacatepequez et de Chimaltenango, dans le centre du pays.

Selon un porte-parole officiel, la base militaire de Chimaltenango a été mise en alerte le 21 novembre du fait de la présence de groupes de guérilleros qui ont occupé un tronçon de la route panaméricaine au niveau de Santa Maria Cauque, département de Sacatepequez.

Le porte-parole de l'armée a signalé que lorsque les forces gouvernementales sont arrivées sur place, les insurgés ne s'y trouvaient déjà plus ce qui a décidé les unités de la base militaire de Chimaltenango à réaliser des actions périodiques de patrouillage et de surveillance des routes.

MOUVEMENT POPULAIRE

LES TRAVAILLEURS DE LA CROIX ROUGE CONTINUENT LA GREVE

Les travailleurs de la Croix rouge guatémaltèque, conduits par le corps médical de cette institution, passeront cette semaine en grève de la faim devant le palais national pour protester contre l'indifférence du président Vinicio Cerezo.

Selon le docteur Roberto Morales, de la Croix rouge, douze grévistes présentaient, le 23 novembre, des signes de déshydratation et d'autres signes de dégradation physique dus au jeûne. Ils ont été transportés dans des centres médicaux pour prévenir les fatales conséquences.

Jorge Toriello, président de la Croix rouge, se refuse à abandonner la présidence de cet organisme, ce qui prolonge le conflit qui affecte une grande partie de la population sans que l'on puisse en prévoir un dénouement proche.

SUSPENSION DE LA GREVE DE L'IGSS

Les travailleurs de l'Institut guatémaltèque de sécurité sociale (IGSS) sont arrivés le 23 novembre à un accord avec les autorités de cette institution afin de répondre aux revendications des grévistes.

Ramon Jacome Pinto, dirigeant des travailleurs de l'IGSS, a donné l'information sur la suspension de la grève et la poursuite des négociations avec la direction de la sécurité sociale.

Par le passé, Roberto Rodriguez Montoya, directeur général de l'IGSS, avait passé un accord avec les travailleurs, mais cet accord n'avait pas été respecté par les autorités de l'institution.

DES TRAVAILLEURS DES DOUANES EN GREVE DE LA FAIM

Le 25 novembre, les travailleurs de la Direction générale des douanes qui avaient été licenciés il y a quelques semaines ont commencé une grève de la faim devant le palais national afin que soit respectée la décision de leur réintégration prise par les tribunaux de justice.

Manuel Meneses, secrétaire général du syndicat des travailleurs du ministère des Finances, a fait savoir que le ministre Rodolfo Paiz Andrade avait refusé de prendre en considération la décision des tribunaux ordonnant la réintégration des 85 travailleurs licenciés.

"Nous avons promis de poursuivre en justice le ministre des Finances pour avoir désobéi à l'ordre du tribunal, a déclaré Meneses, mais comme nous savons que les poursuites judiciaires contre des hauts fonctionnaires n'aboutissent pas, nous avons décidé de nous mettre en grève de la faim. Avec ce mouvement, a ajouté le dirigeant syndical, "nous allons nous joindre aux autres groupes de travailleurs qui mènent également des actions pour obliger le gouvernement à leur rendre **justice**".

DROITS DE L'HOMME

UN UNIVERSITAIRE ET UN AGRONOME SONT ASSASSINES

Les frères Alirio et Luis Fernando Recinos Bracamonte, de 29 et 21 ans, ont été assassinés le 20 novembre dans le département de Chiquimula. Les victimes ont été enlevées par des inconnus, puis tuées à coups de machettes. L'une des victimes était étudiant en agronomie à l'université de San Carlos, l'autre était expert en agronomie, les deux travaillaient à la coopérative de Chiquimula, où ils étaient bien connus. Le père des deux jeunes gens avait également été cruellement assassiné il y a quelques années.

ASSASSINATS DE CHEFS D'ENTREPRISE

Trois chefs d'entreprise du secteur privé ont été tués par des inconnus en différents endroits du pays, a t'on appris par la presse du 23 novembre. Selon les informations, le chef d'entreprise Roberto Franco a été assassiné par balles alors qu'il conduisait sa voiture dans le quartier luxueux de la zone 9 de la capitale guatémaltèque. La victime était propriétaire de la chaîne de restaurants Frankfurt. Elle a reçu dans l'attentat quinze impacts de balles, et on abandonne le mobile du vol pour expliquer ce crime. Par ailleurs, Luis Barjet et Miguel Angel Arriola, propriétaires d'une fabrique de glace, ont été enlevés puis assassinés dans le département d'Escuintla.

DECOUVERTE DES CADAVRES DE CINQ PAYSANS

La presse locale a fait connaître les 20 et 21 novembre la découverte de cinq cadavres de paysans assassinés en différents endroits du pays. Selon ces informations, Guadalupe Huyup, 50 ans, a été assassiné à coups de couteau à La Gomera, département d'Escuintla. Dans la ferme Santa Cristina, San Rafael Pie de la Cuesta, a été retrouvé le corps de Aparicio Lopez Martin portant plusieurs blessures par balles à la tête et au cou. La victime avait été séquestrée le 14 novembre passé. Enfin, à Rio Bravo, département de Suchitepequez, a été retrouvé le corps de Manuel Chin Soto, 24 ans, qui avait été enlevé quelques jours au paravant avec deux de ses compagnons. A côté du cadavre de Chin Soto, se trouvaient ceux de deux inconnus, que l'on suppose être les catéchistes Jose Luis et Jorge Velasquez, également enlevés.